

Suicide d'une employée municipale en Haute-Garonne : ses enfants réclament justice

LA DEPECHE : Publié le 06/09/2022 à 06:01 , mis à jour à 13:57

l'essentiel Magali, responsable de l'entretien d'une école primaire à Fonsorbes, a mis fin à ses jours le 29 août. Pour sa famille, sa supérieure hiérarchique et l'époux de cette dernière sont les principaux responsables de son décès. Ils vont porter l'affaire au pénal.

Pierrick, 29 ans et Dorian, 25 ans préparent les funérailles de leur mère. Elles se dérouleront demain dans un crématorium du département. Magali s'est donné la mort le 29 août à son domicile. Pour eux, il n'y a aucun doute, leur mère a mis fin à ses jours à cause des brimades et des humiliations qu'elle subissait tous les jours au travail en tant responsable de l'entretien de l'école élémentaire du Trépadé à Fonsorbes.

A lire aussi : [Suicide d'une employée municipale en Haute-Garonne : la maire reconnaît "des dysfonctionnements inimaginables"](#)

« Elle vivait seule depuis plusieurs années, mais dans la sphère intime tout allait bien. Elle a eu des moments très difficiles dans sa vie personnelle, elle les avait toujours surmontés. C'est le travail qui l'a tuée. Toutes ces années de harcèlement l'ont détruite », certifie Pierrick.

Avec son cadet et Nicolas, le frère aîné de Magali, ils réfléchissent à la meilleure stratégie judiciaire à adopter afin de faire punir ceux qu'ils estiment coupables directement ou indirectement de la mort de Magali. « On vise d'abord la cadre qui lui a fait vivre un enfer pendant des années. Elle l'a dénigrée sans arrêt, remettant sans cesse en cause son intégrité et ses qualités professionnelles. Elle allait même sur le terrain privé, tenant ouvertement des propos homophobes à l'encontre de mon frère (voir édition du 2 septembre) », relate Pierrick. La famille de Magali veut aussi lancer une procédure judiciaire contre le mari de celle-ci.

Homophobie et menace physique

« La cadre qui harcelait maman s'était mise en maladie. C'était au début du printemps, notre mère respirait enfin. De notre côté, comme on la sentait aller mieux, on a relâché notre vigilance. Mais le compagnon de sa supérieure a pris le relais. Il lui a dit devant témoins qu'au retour de sa femme à la mairie, cela allait très mal se passer pour elle. Il a même foncé sur elle avec son véhicule de fonction. D'autres personnes ont entretenu ce climat malsain, ce sera à la justice de les identifier », lance Dorian. Pour l'heure, aucune investigation n'a été menée. Aux yeux de la loi, ce couple reste présumé innocent. Les enquêteurs pourront se pencher notamment sur la somme de témoignages relatant les agissements nocifs de la supérieure hiérarchique de Magali.

En février 2022, 19 employés du service entretien avaient dénoncé par écrit les comportements de la cadre en question. Elle avait été ensuite réaffectée dans un autre service mais sans personne sous ses ordres.

Syndicat noyauté par les harceleurs présumés ?

Cette ancienne femme de ménage, qui avait réussi à gravir les échelons au fil des années, avait été longtemps tête de liste des délégués syndicaux de la municipalité (CGT). Elle s'était mise en retrait lorsqu'elle a pris ce poste de cadre mais son mari avait pris à sa place. Christophe Carbonne qui lui avait succédé à cette fonction en 2019, avait hérité d'un sacré panier de crabes : « Les agents

avaient peur de parler mais certaines rumeurs commençaient à circuler, comme quoi cette dame se comportait mal avec certains d'entre eux. D'après les témoignages que nous avons compilés, le couple bloquait la remontée de ce genre d'infos à la direction et aux élus. Cela ne dédouane en rien les cadres supérieurs et les élus qui n'ont pas pris la mesure de la gravité des actes commis après les révélations de février 2022. »

A lire aussi : ["Le suicide représente un échec pour tout le monde mais les entreprises ne veulent pas l'assumer"](#)

Aujourd'hui, le couple est suspendu mais conserve ses émoluments. Françoise Siméon, la maire de Fonsorbes va demander sa révocation. Ce qu'elle avait refusé de faire en février 2022 pour la cadre du service entretien. « Nous nous étions mis en relation avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale en charge des sanctions de ce genre. Les gens ne vont pas me croire mais on nous avait expliqué qu'il n'y avait pas assez d'éléments pour la suspendre même pour une période temporaire et qu'on risquait de la voir réintégrer son poste. On ne pouvait pas prendre ce risque pour les agents du service entretien. »

Sébastien Girardel